



Direction Générale

Le 30 novembre 2020

**PROCES-VERBAL
SEANCE PUBLIQUE ORDINAIRE
CONSEIL MUNICIPAL
Vendredi 27 novembre 2020
18h30**

Le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique ordinaire, dans la salle polyvalente du gymnase du Bourg, le vendredi 27 novembre 2020 à 18H30 sous la présidence d'Eric PEYRON, Maire.

Plusieurs des dispositifs transitoires portant sur la gouvernance des collectivités territoriales et de leurs groupements prévus par les lois d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid 19, du 23 mars et du 22 juin 2020, ainsi que par les ordonnances des 1er, 8 avril et du 13 mai 2020 ont pris fin le 30 août 2020.

Cependant l'instauration de l'état d'urgence sanitaire depuis le 17 octobre 2020, a été confortée par la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. Celle-ci est entrée en vigueur le lundi 16 novembre 2020 et sera effective jusqu'au 16 février 2021 inclus. Comme l'indique les paragraphes I et II de l'article 6 de la loi, il est de nouveau possible de tenir les réunions des assemblées délibérantes dans des conditions dérogatoires au droit commun.

Dans ce contexte, le Conseil Municipal s'est déroulé dans la salle du gymnase du bourg car les conditions de sécurité dans la salle du Conseil Municipal en Mairie ne sont pas satisfaisantes pour l'accueil du public et des membres du Conseil Municipal. M. le Maire en informera préalablement le préfet. Rappelons que par décret, les établissements recevant du public (salles de réunions et de conférences, installations sportives couvertes, etc.), peuvent accueillir les réunions des assemblées délibérantes.

Le quorum est de nouveau fixé, pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire, au tiers des membres présents et non à la moitié comme l'exige le droit commun. Attention, la loi est claire : il s'agit bien du tiers des membres présents et non du tiers des membres présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée doit être de nouveau convoquée à au moins trois jours d'intervalle et peut alors se réunir sans condition de quorum.

Chaque membre du Conseil Municipal pourra être porteur de deux pouvoirs au lieu d'un.

Les dispositions de l'article 1er du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 doivent nécessairement être respectées lors des réunions du Conseil Municipal. La salle sera donc disposée de façon à respecter les gestes barrières dont la distanciation sociale pour toutes les personnes présentes.

Il est également demandé à chaque élu le port du masque individuel ainsi que le lavage des mains à l'entrée et au moment des divers votes à bulletin. Une solution hydro alcoolique sera mise à disposition. Vous devrez vous munir également de votre propre stylo.

Le nombre de conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 29 sur lesquels il y avait 17 membres présents, à savoir :

PEYRON Eric - PRALAS Serge – VIGOGNE Ambre - GODOT Robert - PLOTTON Françoise - BEN TAÏEB Karim – DIAT Marie-Thérèse - PILATO Anne - BARROSO Martine - CHELBI Habib - SECCO Patricia - VILLARD Xavier – MAHMOUDI Nassera - GAYA Patrick - DIALLO Daouda - LACOTE Clément - BARRIQUAND Bruno

Absents excusés avec pouvoir : **GENESTE Jacky – SAUNIER Marlène - ROUCHON Marie-Laure - CATHELAND Gérard – PEGON Arnaud** (Mme FADHLOUN qui avait le pouvoir de M.PEGON était absente sans pouvoir)

Absents sans pouvoir : **BERNARD Valérie – DION Maurice- LAVIGNOTTE Serge - FORESTIER Nathalie – D'HAYER Marie-France- VIEILLY Charlotte – FADHLOUN BARBOURA Itidal – PEGON Arnaud** (Mme FADHLOUN qui avait le pouvoir de M.PEGON était absente sans pouvoir)

Secrétaire élue pour la durée de la séance : **VIGOGNE Ambre**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
GENESTE Jacky	CHELBI Habib
SAUNIER Marlène	SECCO Patricia
ROUCHON Marie-Laure	LACOTE Clément
CATHELAND Gérard	BARRIQUAND Bruno

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Chaque élu a été destinataire du procès-verbal de la réunion du 6 novembre 2020, adopté à l'unanimité sans observation particulière.

ADMINISTRATION GENERALE

1. RAPPORT DES DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION A LA SEANCE DU 6 NOVEMBRE 2020 EN VERTU DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a accordé à Monsieur Le Maire, et aux Adjoints en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, une délégation de pouvoirs en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Depuis la convocation à la séance du Conseil Municipal du 6 novembre 2020, M. Le Maire a pris les décisions municipales suivantes :

MARCHES PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-83

ECOLE MATERNELLE DES SABLES - INTERVENTION DE L'ASSOCIATION
AD HOC PRODUCTION POUR SPECTACLE DE NOËL

DECISION MUNICIPALE N° 2020-87

FAUCHAGE SUR LES ROUTES COMMUNALES ET DIFFERENTS SITES
APPROBATION MARCHÉ A LOT UNIQUE AVEC LE GROUPEMENT EURL MOUTET ET LA
SARL MEUNIER

DECISION MUNICIPALE N° 2020-88

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - APPROBATION MARCHES ALLOTIS AVEC LES
ENTREPRISES RETENUES

DECISION MUNICIPALE N° 2020-89

CONTROLES PERIODIQUES ELECTRICITE ET GAZ DANS DIVERS
BATIMENTS COMMUNAUX - APPROBATION MARCHÉ A LOT UNIQUE
AVEC LA SAS SOCOTEC EQUIPEMENTS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-90

FOURNITURE ET LIVRAISON DE PRODUITS D'ENTRETIEN, D'HYGIENE
ET DE PETITS MATERIELS DE NETTOYAGE POUR LES SERVICES MUNICIPAUX
APPROBATION MARCHÉ A LOT UNIQUE AVEC ALPHA VALLET-ADELYA

DECISION MUNICIPALE N° 2020-91

PROGRAMMATION CULTURELLE 2021
APPROBATION DIVERS CONTRATS DE CESSION

DECISION MUNICIPALE N° 2020-92

RENOVATION CHAUFFERIE DE LA MAISON DE QUARTIER BILLODIERE
APPROBATON MARCHÉ A LOT UNIQUE AVEC LA SOCIETE e2S

DIVERS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-84

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 12 RUE DE
GUISE A MABLY- RECONDUCTION TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION
AVEC M. ET MME KAPERAS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-85

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU COLUMBARIUM DE MABLY
N° 59/2020-18

DECISION MUNICIPALE N° 2020-86

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 4 RUE DE GUISE A
MABLY- APPROBATION BAIL D'HABITATION AVEC M. LEFEBVRE Jonathan ET Mme
DELAVAL Oliva

M.BARRIQUAND demande comment sont réparties les heures au sein du groupement concernant le marché de fauchage sur les routes communales évoqué dans la décision municipale n°2020-87.

M.PRALAS indique que ce marché à lot unique a été approuvé de la sorte :

- *Titulaire : le groupement solidaire dont le mandataire est l'EURL MOUTET Pierre - "Les Gastilles" - 42310 CHANGY*
- *Et le Co traitant : SARL Romain MEUNIER - Rue Jacquard - ZI de Bonvert - 42300 MABLY*
- *Pour un montant minimum de 32 839,50 € HT et maximum de 44 353,50 € HT*
- *Pour une durée de 3 ans conclue du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023 minuit.*

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions municipales détaillées ci-dessus.

2. **DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PORTANT SUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU FUNERARIUM DE LA COMMUNE DE MABLY : APPROBATION DU CHOIX DU DELEGATAIRE, DE LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET SES ANNEXES, DES TARIFS ET DU REGLEMENT INTERIEUR** (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par une délibération en date du 10 juillet 2019, la commune de Mably s'est prononcée sur le principe d'une nouvelle délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de son funérarium et a autorisé M. Le Maire à engager une procédure de délégation de service public.

La procédure a été conduite conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article R.3126-1 du Code de la Commande Publique. Une procédure de délégation de service public de type ouverte a été mise en œuvre dans le cadre de laquelle les candidats étaient autorisés à déposer une candidature et une offre.

1. Les principes généraux du cahier des charges du projet de délégation :

Le délégataire devra gérer et exploiter le funérarium de la commune de Mably à compter du 27 décembre 2020.

En déléguant l'exploitation de son funérarium, la commune de Mably s'engage à mettre à la disposition du délégataire l'ensemble des ouvrages et biens d'exploitation qui feront l'objet d'un inventaire.

A cet égard, il est précisé que par une ordonnance en date du 6 octobre 2020, le juge des référés du Tribunal administratif de Lyon a enjoint à la SARL Pompes Funèbres et Marbrerie Jean-Luc et Jean-Jacques PAIRE de remettre à la disposition de la commune de Mably la chambre funéraire au plus tard le 26 décembre 2020.

Elle conserve le contrôle du service et peut obtenir du délégataire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Le délégataire, responsable du fonctionnement du funérarium, l'exploite à ses risques et périls dans le cadre de la délégation de service public. Il est tenu de respecter la continuité du service public et de maintenir l'établissement ouvert, comme spécifié dans la convention.

Le délégataire assure, pendant toute la durée de la convention, l'entretien des bâtiments et installations techniques en bon état de fonctionnement.

Le délégataire exploitera le service à ses risques et périls et sa rémunération sera intégralement assurée par les résultats d'exploitation du service.

Il est autorisé à percevoir des tarifs auprès des usagers du service.

2. Les missions du délégataire

Le prestataire devra gérer le funérarium et plus particulièrement :

- L'accueil et le renseignement des familles pendant les heures d'ouverture ;
- Fournir gratuitement les formulaires de séjour au funérarium à toute personne qui en ferait la demande ;
- Procéder aux vérifications nécessaires à l'admission ou au séjour des corps (certificat médical de décès, qualité de la personne demandant l'admission...) ;
- Assurer la réception des corps des personnes décédées avant et après mise en bière et tenir à cet effet un registre numéroté et paraphé de toutes les entrées et sorties des corps ;
- Conserver les corps conformément à la réglementation applicable ;
- Procéder à la présentation du corps à la demande des familles le temps nécessaire à la reconnaissance de celui-ci ;
- Mettre à la disposition des thanatopracteurs, des autorités de police et de la justice la salle de préparation ;
- Mettre à la disposition des représentants des cultes ou des opérateurs funéraires la salle de préparation le temps nécessaire à la toilette mortuaire ;
- Mettre à la disposition des familles et à leur demande la salle de présentation des corps et ce, soit en cercueil ouvert, exclusivement pour les corps ayant subi des soins de conservation, soit en cercueil fermé ;
- Procéder ou faire procéder à la mise en bière des corps trente minute avant le départ de la chambre funéraire ;
- Organiser les cérémonies ;
- Réaliser la surveillance et l'entretien courant de l'ouvrage ;
- Afficher la liste préfectorale des opérateurs funéraires habilités ;

- Plus généralement, d'assurer la gestion et l'exploitation du funérarium, conformément aux dispositions des articles L.2223-19 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Et ce, dans le souci de la plus grande efficacité et de la meilleure satisfaction des usagers.

3. La durée de la délégation

La convention de délégation de service public sera conclue pour une durée de 5 ans et 5 jours maximum à compter du 27 décembre 2020. Elle expirera donc le 31 décembre 2025 à minuit.

4. La procédure

Elle est définie par les articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que par le Code de la Commande Publique.

Une consultation dématérialisée sur le profil acheteur de la collectivité a été lancée le 2 juin 2020. Un avis d'appel public à la concurrence a été publié au BOAMP (Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics), à RESONANCE FUNERAIRE (Revue spécialisée), sur la plate-forme de dématérialisation ainsi que sur le site Internet de la commune de Mably.

Suite à la publicité et au lancement de la consultation, la date limite de réception des candidatures et des offres avait été fixée au 24 août 2020 à 17h00.

Un seul dossier de candidature et d'offre a été reçu, celui de la société OGF, actuel exploitant.

La Commission de délégation de service public a agréé la candidature de cette société au regard des garanties professionnelles et financières suffisantes qu'elle présente, de l'aptitude de ce candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public et de son respect de l'emploi des travailleurs handicapés et a ensuite procédé à une première analyse de l'offre de ce candidat lors de sa réunion du 7 octobre 2020 à 14h00.

La Commission de délégation de service public s'est à nouveau réunie le 14 octobre 2020 à 14h00. Au cours de cette réunion, la Commission a procédé à une analyse approfondie de l'offre technique et financière de ce candidat sur la base des rapports qui lui avaient été communiqués et a considéré que l'offre de la société OGF était techniquement et financièrement de qualité.

5. Les négociations

Au vu du rapport d'analyse des offres et de l'avis de la Commission de délégation de service public en date du 14 octobre 2020, M. Le Maire a décidé d'engager les négociations avec la société OGF.

Une réunion de négociation a donc eu lieu le 16 octobre 2020 à 10h00 avec la société OGF. La réunion de négociation a principalement porté sur les aspects financiers de l'offre et singulièrement sur l'écart entre le nombre d'admissions envisagé dans le compte d'exploitation prévisionnel au regard du nombre d'admissions constaté en 2018 et 2019. A ce titre, la société OGF a fait évoluer son offre sur le montant de la redevance en proposant que la part fixe de la redevance soit fixée à 8 000 € par an (au lieu de 7 000 € initialement) et que la part variable de la redevance soit fixée à 5%

(au lieu de 4% initialement), cette part variable n'étant versée que si le nombre d'admissions est supérieur à 150.

Toutefois, au cours des négociations, M. Le Maire a demandé à la société OGF d'associer plus fortement la Ville de MABLY au titre de la part variable car le nombre d'admissions constaté en 2019 était de 213 et qu'elle ne retient que 170 admissions par an pendant la durée du contrat. La société OGF a expliqué que le contexte concurrentiel existant à ce jour avec la chambre funéraire de la Ville de Roanne et que la création prochaine d'une nouvelle chambre funéraire à Renaison ne pouvait que les conduire à anticiper une baisse du nombre d'admissions d'ici 2025. M. Le Maire a également évoqué un autre point de négociation. En effet, du fait désormais de la mise à disposition de la chambre funéraire à la Ville de MABLY, ensuite de l'ordonnance en date du 6 octobre 2020, la société OGF devrait bénéficier d'une baisse de son loyer commercial de la part de la société PFRM Paire ce qui justifie, à son sens, un effort plus important de la part de la société OGF sur le montant de la redevance.

M. Le Maire a laissé au candidat la possibilité de déposer une nouvelle offre avant le 19 octobre 2020 à 12h.

La société OGF a remis une nouvelle offre dans le délai imparti. Dans le cadre de cette nouvelle offre, la société OGF a proposé qu'une seconde part variable soit instituée et fixée à 50% du différentiel entre le résultat d'exploitation prévisionnel et le résultat d'exploitation réalisé.

M. Le Maire a cependant souhaité que la société OGF fasse une nouvelle fois évoluer son offre sur ce point. Aussi, il lui a été indiqué que la commune de Mably souhaitait, pour des raisons de simplicité et de maîtrise, que la redevance reste entièrement calculée sur l'évolution du chiffre d'affaires et non sur l'évolution du résultat qui peut être influencée par d'autres paramètres que la seule activité du funérarium (en raison notamment de l'importance des charges réparties entre le crématorium dont OGF est délégataire et le funérarium). M. Le Maire a donc demandé à la société OGF s'il était possible de maintenir sa proposition d'intéressement en retenant l'écart entre le chiffre d'affaires prévisionnel et le chiffre d'affaires réel pour définir le montant à partager entre le délégant et le délégataire.

Enfin, s'agissant des conséquences de l'ordonnance du 6 octobre 2020, M. Le Maire a indiqué à la société OGF qu'elle ne lui avait pas précisé si elle acceptait l'introduction d'une clause, prévoyant le reversement à la Ville de Mably de l'économie de loyer que fera la société OGF au titre du bail commercial, qui la lie actuellement à la SARL PFRM Paire en raison de la réduction des surfaces louées.

La société OGF a fait valoir avoir déjà fait un effort important et que le contrat envisagé est de courte durée (5 ans) de sorte qu'ils auront une meilleure visibilité tant juridique (sur la question du loyer) qu'en termes d'activité à l'issue de ce contrat. La société OGF n'a donc pas souhaité faire une nouvelle fois évoluer sa proposition sur ce point. La société OGF a toutefois proposé que soit inséré une clause de révision de la redevance afin de faire profiter à la commune de Mably, une fois la situation juridique clarifiée, de l'économie de loyer que fera, le cas échéant, la société OGF au titre du bail commercial avec la SARL PFRM Paire en raison de la réduction des surfaces louées.

6. Sur la valeur technique de l'offre de la société OGF :

L'offre technique de la société OGF est de très bonne qualité répondant en tout point au cahier des charges tant sur le plan des modalités d'exploitation et d'organisation du service dans les conditions de décence et de dignité qu'impose un tel équipement, que sur l'exigence de continuité de service public que de la gestion de la relation avec les familles des défunts.

Aux termes du règlement de la consultation, la valeur financière de l'offre est appréciée sur la base des éléments financiers indiqués dans le dossier financier remis par les candidats, notamment au regard des comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la délégation de service devant être présentés selon un cadre joint au dossier de consultation des entreprises, des tarifs proposés et de la proposition de redevance.

Les négociations ont permis de faire évoluer l'offre de la société OGF sur ce point.

Il résulte des négociations que la redevance sera fixée comme suit :

- Part fixe annuelle : 8 000 € H.T.
- Part variable : 5% du chiffre d'affaires annuel H.T. à la condition que le nombre d'admissions annuel soit supérieur à 150.
- Part « *intéressement aux résultats* » : 50% du différentiel entre le résultat d'exploitation réalisée et le résultat d'exploitation prévisionnel de l'exercice, si le résultat de l'exercice est positif et si ce dernier est supérieur au résultat d'exploitation prévisionnel.

La valeur financière de la société OGF est de très bonne qualité.

7. Le choix du délégataire

Il résulte des dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales que :

« [L'autorité habilitée à signer la convention] (...) saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat. »

A cette fin et conformément à l'article L1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, les conseillers municipaux ont été destinataires via un envoi en recommandé avec accusé de réception le 9 novembre 2020 de l'ensemble des pièces concernant ce dossier, consultable également sur le bureau de M. Le Maire conformément à l'article L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que :

« Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur. »

Il est donc proposé d'attribuer la Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du funérarium de la commune de Mably à la société OGF dont l'offre présente de bonnes garanties tant en ce qui concerne la valeur technique de son offre qu'en ce qui concerne la valeur financière de son offre.

En conséquence, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le choix du délégataire à savoir la SA O.G.F située 31 Rue de Cambrai 75 946 PARIS cedex19 pour la gestion et l'exploitation du funérarium de la ville de Mably,

- **APPROUVE** la convention de délégation de service public correspondant et l'ensemble de ses annexes,
- **APPROUVE** les tarifs annexés à la convention et applicables à compter du 27 décembre 2020,
- **APPROUVE** le règlement intérieur annexé à la convention et applicable à compter du 27 décembre 2020,
- **AUTORISE** M. Le Maire ou son représentant à signer la convention de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du funérarium de la commune de Mably, d'une durée de 5 ans et 5 jours à compter du 27 décembre 2020, ainsi que tous les documents y afférents,
- **AUTORISE** M. Le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération,
- **PRECISE** que la redevance sera imputée sur le budget correspondant.

LETTRES ET QUESTIONS DIVERSES

Abstinence et sobriété de la Loire : remerciement subvention

FNATH Association des accidentés de la vie : remerciement subvention 2020

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 H 56.

Affichage le jeudi 3 décembre 2020 à la porte de la Mairie et à la porte du gymnase du Bourg.

Le Maire,

La Secrétaire de séance,

Eric PEYRON

Ambre VIGOGNE



